

Document

La Bourse ou la vie. Le soufflé est déjà retombé. (12.05)

1- Aux Etats-Unis.

L'euphorie qui s'était emparée lundi de Wall Street aura été de courte durée puisque le Dow Jones a terminé en baisse de plus de 0,3% mardi en raison de nouvelles interrogations sur l'efficacité du mécanisme de stabilisation de la zone euro défini dans la nuit de dimanche à lundi. (Reuters 11.05)

2- En Europe.

A l'exception notable des marchés allemand et suisse, les principales Bourses européennes ont clôturé la séance de mardi en baisse, les investisseurs cherchant à reprendre leur souffle après l'euphorie de la veille consécutive du plan de stabilisation mis en place par l'UE en collaboration avec le FMI.

3- En Asie.

En Asie, où les places asiatiques ont également terminé en repli, la Bourse de Shanghai a cédé 2% pour clôturer à son niveau le plus bas depuis près d'un an en réaction aux signes d'un accroissement des pressions inflationnistes en Chine. Tokyo a chuté de 1,14%.

4- Et c'est reparti. L'agence de notation Moody's a prévenu de son côté qu'elle pourrait abaisser la note du Portugal et rétrograder celle de la Grèce en catégorie spéculative ("junk").

5- Le PS en rajoute une couche. Son sauveur : le FMI !

La situation «*serait peut-être pire*» si Dominique Strauss-Kahn ne dirigeait pas le FMI, estime Martine Aubry, la première secrétaire du PS.

«*Le FMI a réagi plus rapidement que l'Europe pour aider la Grèce (...) C'est peut-être ça le vrai sujet: pourquoi l'Europe n'a pas été là et a tergiversé, entraînant ainsi une grande difficulté pour la Grèce et oubliant l'humiliation que signifiait pour les Grecs l'intervention du FMI*», a-t-elle poursuivi.

6- Le FMI met la pression.

L'endettement public a atteint «*la cote d'alerte dans la plupart des pays*» européens, affirme le FMI dans un rapport publié aujourd'hui, préconisant de «*vigoureux efforts de rééquilibrage*» à «*moyen terme*», malgré une reprise «*modérée et inégale*» dans le Vieux Continent.

7- A. Minc sort sa science et dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas dans son camp.

Le conseiller de Nicolas Sarkozy Alain Minc a estimé mardi sur Europe 1 qu'en France, «*il va bien falloir faire des efforts*» pendant «*cinq, dix ou quinze ans*» pour alléger le poids de la dette.

«*Rigueur, austérité, efforts*», on peut «*jouer sur les mots*», mais «*la réalité est celle-là partout en Europe*». Selon lui, on doit donner, notamment «*aux marchés, le sentiment qu'on va faire cet effort sur cinq, dix ou quinze ans*».

8- Explications.

- Mathieu Plane, économiste à l'OFCE, relativise ces montants : «*Pour sauver les banques, l'Europe avait fait beaucoup plus. Rien que pour la France, le plan de sauvetage des banques [en octobre 2008, ndlr] représentait 360 milliards d'euros, et tout n'a pas été débloqué.* »

Rien ne dit, non plus, que l'Europe prêtera au total 500 milliards d'euros à ses Etats-membres en difficultés. Il s'agit simplement de la marge de manœuvre qu'elle s'est autorisée.

- Mathieu Plane, de l'OFCE, note : « *Si on compare les zones les plus industrialisées, la zone euro est celle où les déficits sont les moins dégradés. Si vous prenez le Royaume Uni, les Etats-Unis ou le Japon, le déficit tourne autour de 10% du PIB, contre entre 6% et 7% dans la zone euro. Notre situation est donc plus vertueuse en termes de finances publiques.* »

Mais notre problème n'est pas sur les finances publiques, il va être sur la création de richesses : on va décrocher par rapport aux Etats-Unis. »

- Le plan ne comporte pas de vraies mesures politiques, accuse Paul Jorion, anthropologue et économiste : « *Les vraies mesures auraient été d'empêcher que la spéculation continue à nuire. Les politiques prennent des mesures défensives pour réduire le déficit, mais ce n'est pas le bon moment. Ils ne prennent pas de mesures offensives pour arrêter la spéculation. Ils capitulent, ils font comme s'ils étaient impuissants alors que c'est possible.* »

- Plusieurs voix se sont élevées pour critiquer la qualité du plan européen estimant qu'il ne résout pas les problèmes structurels en matière budgétaire de la zone euro.

Certains estiment que le mécanisme sans précédent adopté lundi par l'Union européenne en coordination avec le Fonds monétaire international (FMI) ne sera pas suffisant pour régler à long terme les problèmes de dette souveraine dans la zone euro.

- *"Hier, on a assisté à des couvertures de position à découvert à la suite de la réunion de l'Ecofin pendant le week-end mais aujourd'hui, nous sommes de retour à la réalité",* commente Jeremy Batstone-Carr, directeur de recherches chez Charles Stanley.

"J'ai vu que cette hausse avait été décrite comme un 'rally disproportionné' et je suis plutôt d'accord avec cela, il reste encore beaucoup trop d'incertitudes pour une reprise durable."

- *"Même si le pire scénario, un défaut de paiement de la Grèce, a été évité pour l'instant, le règlement des problèmes de fond a dans une large mesure été simplement reporté et de nouvelles interrogations pourraient apparaître pour des pays comme le Portugal et l'Espagne",* commente Nagayuki Yamagishi, de Mitsubishi UFJ Morgan Stanley Securities.

Le FMI a souligné que la dette publique de la Grèce était gérable à moyen terme mais qu'une faiblesse persistante de sa croissance pourrait compliquer la situation.

- « *Les inquiétudes demeurent* », a commenté Hideaki Inoue, économiste à la Mitsubishi UFJ-Trust and Banking Corp. « *La question est de savoir si les gouvernements (des Etats européens qui sont endettés) peuvent faire passer des mesures d'austérité* », a-t-il souligné. (Reuters, AP, Eco89 et Libération.fr 11.05)

Commentaire

C'est bien là la source de leur cauchemar ! Une véritable aubaine pour le mouvement ouvrier et la construction du parti.